



Note de recherche – 6 avril 2015

Les élections législatives israéliennes de mars 2015 : les résultats

Olivier Danino

Olivier Danino est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS).

Près de 72% des Israéliens se sont rendus aux urnes, soit plus qu'en 2013 (68%). Un niveau jamais atteint depuis les élections de 1999. Il est clair que cette forte participation a surtout joué en faveur de la droite israélienne. Le total des sièges de la droite (incluant les mouvements religieux et Koulanou) est en effet largement supérieur à ceux de la gauche (en comptant de ce côté de l'échiquier politique Yesh Atid et la Liste arabe unifiée). Aux deux élections précédentes l'équilibre était quasiment respecté entre droite et gauche (un siège d'écart lors de l'élection de janvier 2013).

De ce point de vue, les sondages réalisés durant la campagne par les instituts israéliens ne se sont pas trompés et ont très bien reflété ce nouveau rapport de force. Ces derniers montraient en effet que même si la gauche arrivait en tête du scrutin, il lui aurait été difficile d'atteindre les 61 sièges minimums pour former une coalition. En cela, la reconduite de Benjamin Netanyahu au poste de Premier ministre n'est pas une surprise. Par contre, la totalité des sièges obtenus par le

Likoud est bien loin des 22-23 sièges qu'il devait remporter selon ces mêmes sondages. L'écart entre ces prévisions et les votes réels sont interprétés par plusieurs experts comme une conséquence de l'intervention de Netanyahu au Congrès américain et de sa fin de campagne particulièrement agressive.

Ceci est toutefois à relativiser. Son discours au Congrès a certainement eu un impact minime sur sa campagne. Les Israéliens sont habitués de l'entendre s'exprimer sur le programme nucléaire iranien et sur les risques d'un Iran nucléaire pour Israël et la région. Cette intervention aux Etats-Unis a mis en avant des qualités que beaucoup d'Israéliens, de gauche comme de droite, lui reconnaissent (notamment sur ses dons oratoires). En cela, sa prestation a probablement confirmé le choix de ceux qui voulaient déjà voter pour lui mais ce n'est certainement pas ce qui explique un bond de 8 sièges entre les sondages et les urnes. La même remarque s'applique d'ailleurs à ses propos polémiques de fin de campagne concernant le processus de paix avec les Palestiniens et la

mobilisation très forte des arabes israéliens.

L'explication principale se trouve en fait ailleurs. Tout d'abord, les sondages soulignaient un taux important d'indécis du côté des sympathisants de droite. Ensuite, ces mêmes enquêtes d'opinion montraient un affaiblissement du parti de Netanyahu face l'Union sioniste. L'écart se creusait de plus en plus au fur et à mesure que la campagne avançait ce qui a très certainement joué sur les indécis et sur ceux qui ne voulaient pas de la gauche. Ces Israéliens se sont reportés massivement sur le Likoud plutôt que sur d'autres partis de droite dont la chance d'arriver en tête pour former une coalition était nulle. Un vote motivé donc par l'efficacité et par la volonté de bloquer la gauche.

Le détail du scrutin reflète d'ailleurs cela très clairement. Le Likoud gagne 10 sièges de plus que dans la précédente Knesset. A lui seul, il obtient presque l'équivalent de ce qu'il avait remporté avec Lieberman en 2013 (31 sièges). Celui-ci s'effondre en passant de 11 sièges à

6. Le parti de Naftali Bennett perd aussi des sièges passant de 12 à 8. L'addition des pertes de ces deux mouvements fait 11 sièges soit presque le nombre de mandats que le Likoud a gagné seul. Netanyahu a donc siphonné les voix de la droite et non ceux de la gauche. Par ailleurs, Likoud, Israël Beïtenou et Abayit Ayeoudi cumulent quasiment le même nombre de sièges que dans la précédente Knesset. Ce noyau dur de droite ne s'est donc pas renforcé. Le seul changement réel intervient dans le nouveau rapport de force qui existe entre le Likoud et ses deux alliés.

Alors comment expliquer que la nouvelle Knesset soit bien plus marquée à droite ? Cela est dû en réalité au score obtenu par Koulanou. Kahlon a réussi à mobiliser autour de lui des électeurs voulant marquer leur désaccord avec la politique économique du Likoud sans pour autant que cela signifie un rejet de Netanyahu. Là où Kahlon a été habile, c'est qu'il a réussi dans le même temps à gagner des voix sur Yesh Atid (il y a un avenir) qui du coup passe de 19 à 11 sièges. Ce résultat du parti de Yair Lapid, le ministre des Finances sortant, explique le transfert de voix de la gauche vers la droite et les raisons du net recul de la gauche dans cette Knesset.

En effet, le déséquilibre ne vient pas du score de l'Union sioniste qui, lui, reste inchangé entre ce scrutin et le précédent. En 2013, Avoda obtenait 15 sièges et Atnoua 9, c'est-à-dire 24

sièges ensemble soit exactement leur résultat dans ces élections anticipées. Si certains cadres dirigeants du parti travailliste se sont félicités de redevenir la deuxième force politique du pays, soulignant qu'il y a quelques années leur mouvement était dans une situation moribonde, il n'en reste pas moins qu'il plafonne à des niveaux encore très bas. Leur bon résultat ne pouvant être dissocié de leur alliance avec Tzipi Livni. La crise politique que connaît ce parti historique n'est donc pas terminée. Il lui faudra se reconstruire et reconquérir l'électorat israélien s'il veut revenir aux affaires.

L'affaiblissement politique du parti travailliste découle aussi d'un manque de partenaire à gauche compliquant ainsi la formation d'une potentielle coalition. L'Union sioniste, Yesh Atid et Meretz ne cumulent en effet que 40 sièges alors qu'à droite le Likoud a la possibilité de s'associer à de nombreux mouvements nationalistes ou ultra-orthodoxes. Les religieux ne sont toutefois pas obligatoirement des partenaires du Likoud. Lors des élections de 1999, les travaillistes, alliés avec deux autres partis politiques, avaient obtenus 26 sièges. Ehud Barak avait alors fait le choix de former une coalition comprenant des religieux. Notons que non seulement cela ne l'a pas empêché de négocier avec les Palestiniens mais qu'en plus il est le premier à avoir abordé concrètement le partage de Jérusalem avec eux.

Enfin, les difficultés du parti travailliste s'expliquent aussi par le positionnement politique des partis arabes qui souhaitent porter une alternative mais qui refusent de participer à d'éventuelles coalitions. Il n'est pas dit que si ces mouvements adoptaient une autre position, le parti travailliste les accepterait pour autant dans un gouvernement large étant donné les divergences idéologiques qui existent entre eux.

Dans ces élections de 2015, la Liste arabe unifiée constitue le troisième parti politique d'Israël. En réalité, le score des partis arabes reste stable. Balad, Taal et Hadash obtenaient au total 11 sièges en 2013 contre 13 dans la nouvelle Knesset. Il en va d'ailleurs de même des partis religieux ou ultra-orthodoxes dont les résultats ne varient pas énormément depuis plusieurs années. Si Shass perd 4 sièges, c'est principalement en raison de la création de Yahad en 2014 par Elie Yishai, un ancien de Shass, et non à cause d'une érosion réelle de sa base électorale.

Olivier Danino, « Les élections législatives israéliennes de mars 2015 : les résultats », *note de recherche de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS)*, 6 avril 2015. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article279>>

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie.

www.strato-analyse.org/fr

